

Entrevue avec Jean Labrie sur le Programme « Comprendre le Canada »

L'annonce de la création et du lancement du nouveau programme « Comprendre le Canada », qui a remplacé le Programme d'études canadiennes de la Direction Éducation internationale et jeunesse du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), a suscité beaucoup d'intérêt et de questions au sein de la communauté internationale des canadianistes. Le bulletin *Le canadianiste international* a cru utile d'aller à la source et de poser quelques questions à M. Jean Labrie, Directeur adjoint des programmes académiques internationaux, donc responsable du Programme d'études canadiennes au MAECI, afin de bien cerner l'impact du changement.

Monsieur Labrie, pouvez-vous tracer les grandes lignes du nouveau programme Comprendre le Canada ?

Après avoir consulté nos divers partenaires, dont les canadianistes eux-mêmes, et nos collègues à l'étranger, nous voulions offrir un programme dont les objectifs étaient mieux définis et plus en rapport avec les besoins des différents intervenants tant au niveau académique que bureaucratique. Notre préoccupation première était de préserver la notion de liberté académique, car c'est en respectant cette notion que le programme a obtenu le succès et surtout la crédibilité dont il jouit depuis si longtemps. Les changements apportent souvent des incertitudes, nous voulions aussi nous assurer de ne pas démotiver le réseau existant.

Les principaux changements résident dans le fait que les priorités sont clairement indiquées, et que la plupart des composantes sont maintenant compétitives et ouvertes à des organisations qui sont en dehors du réseau habituel des études canadiennes. Nous avons maintenu en place les composantes les plus populaires et en avons ajouté d'autres, nouvelles, qui devraient permettre d'atteindre nos objectifs et ceux de nos partenaires assez rapidement.

Quels sont les éléments les plus importants du Programme Comprendre le Canada ?

Comme mentionné précédemment, le respect de la liberté académique, le maintien des acquis depuis plus de 30 ans, et, nous l'espérons, un plus grand impact et une meilleure connaissance de l'utilité du programme pour le Canada.

Pouvez-vous nous expliquer ce qui a motivé les changements au Programme d'études canadiennes du ministère ?

Ce sont en fait des changements dans les différents environnements au sein desquels nous évoluons qui ont mené à cette refonte du programme malgré les immenses succès qu'il a connu depuis plus de 30 ans. Tout d'abord, l'environnement académique : la perte de popularité du concept des études régionales (area studies), les nouvelles contraintes administratives au sein des établissements, la Convention de Bologne, etc. ne sont que quelques éléments qui avaient d'ailleurs mené les canadianistes eux-mêmes à amorcer une réflexion sur le futur du programme. Il y a aussi l'environnement gouvernemental. Même si le programme génère plus de trois fois les montants que le gouvernement canadien y investit, nous sommes conscients que c'est l'argent des contribuables et qu'il faut qu'il soit utilisé à bon escient et produise des résultats clairs. Le nouveau programme, tout en continuant de respecter la liberté académique, se veut donc plus pertinent vis-à-vis la politique étrangère canadienne et de ses priorités.

Comment est-ce que ces changements constituent une amélioration comparativement à l'ancien programme ?

Non seulement permettront-ils de répondre de plus près aux préoccupations canadiennes mais, en plus, ils aideront au recrutement de nouveaux experts sur différentes questions d'intérêt pour le Canada. Ils permettront aussi une meilleure collaboration entre les établissements de haut-savoir canadiens et étrangers. Enfin, ils permettront une plus grande synergie entre les programmes des différentes directions du MAECI, d'autres ministères, et d'organisations non gouvernementales.

Quels impacts auront ces changements sur les chercheurs canadienistes à travers le monde ?

Il est normal que les canadienistes aient des appréhensions devant une refonte aussi importante même si eux-mêmes avaient réalisé le besoin de changement. C'est pourquoi nous les avons consultés avant de finaliser le projet et pourquoi nous nous sommes employés à bien les informer avant la prise d'effet du nouveau programme le 1er avril 2008. Les canadienistes que nous avons rencontrés sont prêts à faire l'essai de cette nouvelle approche et c'est tout ce que nous leur demandons. Nous nous sommes naturellement engagés à apporter les correctifs nécessaires en cours de route. Il y aura donc au départ une période d'incertitude. Par la suite, je crois qu'ils seront heureux de constater que leur travail sera mieux connu en dehors du réseau, que différents experts viendront se joindre à eux, et qu'il pourront bénéficier de plus de partenariats avec des contreparties canadiennes.

Avec les priorités qui ont été mises en place par le MAECI, c.-à-d. paix et sécurité; partenariat nord-américain (questions relatives aux relations Canada, États-Unis et Mexique); développement économique et prospérité; gestion de la diversité; environnement/énergie; comment est-ce que l'ensemble de la communauté des canadienistes peut être rassurée qu'il y aura une représentation équitable de toutes les disciplines comprises dans le domaine des études canadiennes ?

Je ne crois pas qu'il soit pertinent de parler de « représentation équitable ». Comme nous l'avons maintes fois réaffirmé nous n'avons pas l'intention de délaisser aucune discipline existante, mais nous n'allons pas non plus vérifier les pourcentages de canadienistes dans une discipline avant de prendre des décisions. Une priorité n'est pas une exclusion. Si un projet est peu ou pas du tout relié aux questions prioritaires, il ne sera pas automatiquement rejeté. Nos premiers critères de sélection sont la qualité académiques des dossiers, le contenu canadien, et les résultats escomptés. À mon avis, il serait à la fois mal venu et très dommageable pour le programme lui-même de privilégier un projet de piètre qualité simplement en raison de sa pertinence envers une priorité identifiée.

Est-ce que le rôle des missions à l'étranger changera à la venue de ce nouveau programme ?

À la base, leur rôle demeurera essentiellement le même, à savoir de continuer à faire la promotion du programme, recevoir les dossiers de candidatures, etc. Comme toujours, elles doivent sensibiliser les universitaires aux politiques canadiennes et leurs objectifs par rapport au pays où elles se trouvent. C'est au niveau de la logistique qu'il y aura des changements. Par exemple, certaines compétitions seront nationales, d'autres régionales. De plus, afin de répondre aux exigences relatives aux différents rapports que nous devons produire, elles verront leur travail de suivi s'accroître sensiblement. Malheureusement, cela arrive à un moment où les ressources, tant financières qu'humaines sont de plus en plus hypothéquées. Heureusement, nous avons toujours pu compter sur un professionnalisme et un dévouement hors de l'ordinaire de la part de nos collègues. Pour plusieurs, les études canadiennes sont plus qu'un outil extrêmement efficace d'appui à la politique étrangère canadienne, c'est une passion.

Des détails se trouvent au site web du MAECI : <http://www.international.gc.ca/studies-etudes/index.aspx?lang=fr>; et au site du CIEC : http://www.iccs-ciec.ca/pages/newweb/sample2/DFAITOverview_fr.asp?shownav=4.